

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 3 500 500 \$ à la Société du Centre des congrès de Québec, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de couvrir les impacts financiers de la COVID-19.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74521

Gouvernement du Québec

Décret 468-2021, 24 mars 2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 2 337 100 \$ à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de couvrir les impacts financiers de la COVID-19

ATTENDU QUE la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique a été instituée par l'article 1 de la Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (2020, chapitre 10);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2), la ministre du Tourisme peut prendre toute mesure utile à la réalisation de sa mission, notamment fournir aux personnes, aux entreprises et aux organismes les services qu'elle juge nécessaires au développement touristique du Québec et apporter, aux conditions qu'elle détermine dans le cadre des orientations, des politiques et des stratégies gouvernementales et, dans certains cas, avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre du Tourisme à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 337 100 \$ à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de couvrir les impacts financiers de la COVID-19;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à octroyer une subvention d'un montant maximal de 2 337 100 \$ à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, pour l'exercice financier 2020-2021, afin de couvrir les impacts financiers de la COVID-19.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74522

Gouvernement du Québec

Décret 469-2021, 24 mars 2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à Projet MTLab, au cours de l'exercice financier 2020-2021, afin de soutenir l'innovation dans les secteurs du tourisme

ATTENDU QUE Projet MTLab est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui a pour mission de soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation dans les secteurs du tourisme, de la culture et du divertissement, de faire en sorte que le tourisme, la culture et le divertissement du Québec et l'écosystème de l'innovation collaborent ensemble et de renforcer la créativité et le leadership en innovation de Montréal et du Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2), la ministre du Tourisme peut prendre toute mesure utile à la réalisation de sa mission, notamment, fournir aux personnes, aux entreprises et aux organismes les services qu'elle juge nécessaires au développement touristique du Québec et apporter, aux conditions qu'elle détermine dans le cadre des orientations, des politiques et des stratégies gouvernementales et, dans certains cas, avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;